

REVUE DE PRESSE S41

www.sada.co

Du 05.10 au 11.10.2015

Page 2 : Le négociant Wilmar sonne la reprise des cours mondiaux du sucre

Page 3 : Les planteurs de betteraves entendent construire des accords « justes » avec les industriels

Page 6 : Tereos dégradé par Moody's, les investisseurs sanctionnent

Page 7 : Arcis - Une campagne betteravière avec des rendements moins élevés

Page 8 : Origny-Sainte-Benoîte : le grand rush de la betterave

Page 10 : Escaudœuvres: des milliers de km économisés grâce à une nouvelle porte de camions

Page 12 : Nangis et Souppes : la récolte de milliers de tonnes de betteraves a débuté

Page 13 : À Lillebonne, l'écologie industrielle est en marche

Page 16 : Eppeville : Gravement brûlé aux mains et au torse à la sucrerie

Page 17 : Ancienne sucrerie d'Abbeville - Des villes au régime sans sucre

Page 19 : Algérie – Plusieurs projets annoncés dans l'agro-industrie avec la fin des dangereux monopoles

Page 21 : Maroc – Betteraves à sucre : Des performances favorables à Béni Mellal-Khénifra

Le négociant Wilmar sonne la reprise des cours mondiaux du sucre

(Podcast diffusé le 05.10.2015 – www.rfi.fr)

Wilmar, le négociant asiatique, achète de grandes quantités de sucre. Un marché qui sort de 5 ans de surplus.

Le négociant Wilmar sonne la reprise des cours mondiaux du sucre. Le groupe singapourien vient de prendre livraison d'un million et demi de tonnes de sucre brut à la bourse de New York. C'est la troisième fois que Wilmar procède à de gros achats d'édulcorant depuis le printemps. Un signe de renaissance du marché mondial du sucre, englué depuis cinq années consécutives dans des surplus de sucre de canne et de sucre de betterave. Au point de précipiter fin août dernier les cours mondiaux à leur plus bas niveau depuis sept ans. Les raffineries sucrières du monde entier sont au bord de la faillite, du Brésil à l'Inde où le gouvernement est obligé d'aider les transformateurs à payer les paysans.

Mais pour la première fois en six ans, la surproduction de sucre devrait cette année se transformer en un déficit de 2,5 millions de tonnes, prévoit l'Organisation internationale du sucre (ISO). Il y aura plus de demande, toujours dopée par la Chine, que de production en 2015-2016. La mousson indienne n'a pas apporté les pluies attendues en Inde, deuxième producteur mondial, et le manque d'eau pourrait nuire jusqu'à la récolte 2016-2017.

En Thaïlande, en Amérique centrale, en Europe, la production sera également inférieure à l'an dernier. Même chose au Brésil. Le champion mondial devrait produire moins de sucre et plus d'éthanol à partir de la canne à sucre. Le prix des carburants vient d'être augmenté au Brésil, un encouragement à rouler à l'éthanol.

Restent les 25 millions de tonnes stockées à travers la planète, et notamment les 4 millions de tonnes que l'Inde pourrait se décider à exporter d'ici au printemps prochain. Un fait exceptionnel puisque l'Inde, première consommatrice de sucre au monde, rechigne toujours à exporter ses surplus. La menace de ce nouvel afflux sucrier dans les échanges modère la reprise des cours : 15 % tout de même depuis la fin du mois d'août, mais les achats massifs du négociant singapourien confortent la tendance à la hausse.

Reportage de Claire FAGES.

ÉCOUTER LE PODCAST SUR www.sada.co (05.10.2015)

Les planteurs de betteraves entendent construire des accords « justes » avec les industriels

(Publié le 10.10.2015 – www.paris-normandie.fr)

Betteraves. Les planteurs entendent construire des accords « justes » avec les industriels pour éviter une crise similaire à celle des producteurs de lait.



Les avaleuses de betteraves nettoient la terre des bulbes et diminuent ainsi la charge de transport.

Encore une, et c'est fini. La filière betterave engage cette année son avant-dernière campagne avant la fin du régime de quotas européens qui en faisait l'un des secteurs les plus protégés par la Politique agricole commune (Pac).

« Fini les prix garantis, on va rentrer plein pot dans la volatilité », résume, avec un brin d'inquiétude, Patrick Rudi, nouveau président depuis juin du syndicat des betteraviers de Seine-Maritime. La volatilité, les producteurs la voient arriver depuis 2011. Le prix du sucre blanc, après avoir atteint un sommet en 2011 autour de 700 € la tonne, s'établit aujourd'hui à environ 340 € la tonne sur le marché mondial, le nouvel horizon dans lequel industriels et producteurs vont bientôt évoluer. Avec un temps de décalage par rapport à leurs homologues producteurs de lait, l'autre grand secteur qui faisait jusqu'à fin 2014 l'objet d'un contingentement de la production dans le cadre de la Pac. La crise que traversent les éleveurs laitiers n'a évidemment rien de rassurant pour les planteurs de betteraves. « Le rapport de force entre les industriels et les éleveurs laitiers met les producteurs en difficulté. Ils deviennent la variable d'ajustement, analyse Patrick Rudi. L'enjeu pour nous betteraviers est

d'éviter l'écueil que traversent actuellement les éleveurs. » Pour cela, la Confédération générale des planteurs de betteraves (CGB) vise la création d'un accord-type permettant « un partage des risques ».

TRANSPARENCE

Alors comment se préparer à la fin des quotas et aux profondes mutations sur le marché intérieur qui devraient l'accompagner ? « Jusqu'à présent, la filière betterave à sucre a toujours été bien organisée et a su instaurer une certaine transparence sur les prix, sur la répartition de la marge. Par exemple, quand le sucre dépassait un certain seuil, la plus-value était partagée entre industriels et producteurs. Ce principe de transparence, on voudrait qu'il continue », avance Patrick Rudi. Voilà pourquoi les producteurs nourrissent certains espoirs dans l'attente d'un nouvel accord interprofessionnel sur lequel ils travaillent avec les sucriers. Et à la différence du secteur laitier, les sucreries ne peuvent aller chercher leur matière première sur le marché mondial, car le transport des betteraves est très onéreux. Sucreries et planteurs sont ainsi liés par une contrainte logistique qui explique en partie l'organisation plus forte de la filière, même si, signale Patrick Rudi, « les sucreries ont elles aussi promu la libéralisation ».

Quant aux industries agro-alimentaires, elles n'hésiteront sans doute pas, elles, à se fournir en sucre sur la scène mondiale. « Il faut une filière forte ! », martèle le président betteravier. L'incertitude sur l'avenir de la filière betteravière en France pourrait inciter les plus petits planteurs à abandonner cette culture au profit d'autres plus rémunératrices, comme par exemple le blé.

Dans un département comme la Seine-Maritime où la surface moyenne de betteraves par planteur est de 6 ha, le risque d'une déstabilisation de la filière par le bas n'est pas à écarter. Mais, tempère Patrick Rudi, « les producteurs sont ici attachés à la betterave car nous avons de bons atouts en la matière, avec un sol et un climat adaptés et un savoir-faire historique ». Pour preuve, les résultats de la récolte 2015 dans le département : celle-ci figure, selon les estimations en cours du syndicat betteravier, parmi les meilleurs rendements historiques avec un rendement moyen de 85 t avec une richesse en sucre de 17,5 % à 18 %.

DU SUCRE, DE L'ALCOOL ET DE L'AMIDON

Un rapport ministériel formule des propositions stratégiques pour l'avenir de la filière sucrière après la fin des quotas.

La fin du régime des quotas européens dans la production de betteraves sucrières, prévue pour 2017, soulève de nombreuses questions, d'autant que la France est le premier pays européen producteur de sucre. Un rapport ministériel remis fin septembre à Stéphane le Foll, et disponible sur le site du ministère de l'Agriculture, tente de faire le point sur la question.

Les quotas sucriers européens, créés en 1968, se traduisaient, rappellent les auteurs du rapport, par une « double limitation imposée aux acteurs depuis 2006 avec un volume de quota plafonné à un niveau inférieur à la consommation alimentaire européenne (17 Mt Revue de presse S41 : www.sada.co

consommées en alimentaire au regard de la limite imposée de 13,5 Mt de quota) », ce qui faisait de la culture de betteraves l'une des plus rentables.

D'autre part, les volumes exportables hors UE étaient également restreints. Si la France et l'Allemagne, principaux bénéficiaires des quotas, ont tout fait pour en reporter la fin, la filière sucrière française, jugent les analystes, « est très bien armée pour tirer profit du changement de paradigme économique et commercial à venir ».

Deux axes sont pointés dans l'étude pour parvenir à augmenter la « compétitivité » de la filière française qui devra jouer à présent sur le marché mondial. Tout d'abord, l'allongement des durées de campagne constitue un levier pour diminuer le poids des charges fixes des sucreries. La France reste en effet le pays où la campagne sucrière est la plus courte en Europe, autour de 100 jours, tandis que d'autres pays, comme l'Angleterre, parviennent à faire tourner les usines près de 160 jours. L'objectif « affiché par tous les industriels de saturer les outils » est fondé sur une hypothèse d'augmentation de la production de betteraves, sans fermer de sites industriels. Un objectif « atteignable d'un point de vue agronomique car il reste de la surface agricole utile disponible pour faire plus de betteraves » et envisageable sur le plan économique si les planteurs de betteraves ne délaissent pas la betterave pour le blé.

Autre volet stratégique, une meilleure valorisation hors sucre, en particulier au moyen de la production d'alcool ou d'amidon. Plus que l'alcool traditionnel, dont le marché reste très stable, les perspectives de nouveaux débouchés pourraient s'ouvrir dans le domaine de l'éthanol utilisé comme carburant, selon les auteurs du rapport qui remarquent cependant qu'il est « difficile de disposer d'éléments économiques fiables permettant d'évaluer le seuil de rentabilité de l'éthanol en base betterave ». Mais les industriels peinent à développer cette voie car les termes du marché de l'éthanol comme carburant, « tributaire des réglementations européennes et nationales qui créent la demande en incitant les pétroliers et distributeurs à incorporer dans les carburants une certaine quantité de biocarburants », changent trop souvent.

Enfin, ajoutent les auteurs du rapport, « l'approche collective des enjeux de l'après-quota sera déterminante pour maximiser sur le long terme la création de valeur ajoutée sur la filière betterave-sucre française ».

Écrit par Christophe TREHET.

Tereos dégradé par Moody's, les investisseurs sanctionnent

(Publié le 05.10.2015 – www.oblis.be)

Moody's a décidé de dégrader le groupe Tereos de deux crans, à « B1 » contre « Ba2 » avant. L'emprunt Tereos Finance Group 1 subit le même sort, mais tombe d'un niveau, de « Ba3 » à « B1 ». La perspective associée à ces ratings est négative, ce qui signifie qu'un nouvel abaissement est envisageable.

L'agence de notation financière boucle ainsi un processus d'analyse entamé le 17 août dernier sur le groupe Tereos, premier acteur français dans le secteur du sucre et le troisième au niveau mondial.

"La décision reflète nos prévisions d'une performance opérationnelle durablement plus faible (pour Tereos) et un endettement élevé dans des conditions de marché très difficiles", explique Moody's.

Suite à cette annonce, les investisseurs ont revu à la hausse leur exigence de rendement pour se positionner sur l'obligation Tereos Finance Group 1 (4,25% - 2020), qui affiche désormais un rendement annuel de 9,20%, soit une prime de risque de 900 points de base en regard du taux français de maturité similaire.

CHUTE DES PRIX DU SUCRE

Spécialisé dans la transformation de la betterave, de la canne à sucre et des céréales, Tereos est particulièrement impacté par la chute des cours sucriers. Ses résultats annuels publiés en juin dernier en témoignaient.

Le groupe annonçait alors un chiffre d'affaires en recul de 8% (à 4,3 milliards d'euros) sur les douze mois arrêtés au 31 mars. L'excédent brut d'exploitation (Ebitda) ressortait en baisse de 35% (à 453 millions) tandis que le résultat net s'effondrait de 90% à 17 millions. Le ratio dette nette sur Ebitda, un indicateur très suivi par les marchés obligataires, s'affichait à 4,5x contre 2,8x un an avant.

Pour rappel, le ratio dette nette sur Ebitda exprime le nombre d'années nécessaires à une entreprise pour rembourser sa dette à partir de son Ebitda. Le seuil de 5 est en général considéré comme critique. L'entreprise est alors considérée comme trop endettée.

Au premier trimestre de son exercice 2015-2016, l'Ebitda de Tereos s'est encore dégradé incitant l'agence Moody's à placer les notes du groupe sous surveillance négative.

Pour ne rien arranger, Tereos a des activités au Brésil. Il a subi à ce titre la méfiance des investisseurs pour les entreprises exposées à un pays désormais en récession, miné par le scandale Petrobras et qui a vu sa devise s'effondrer face au dollar depuis le début de l'année. Facteur aggravant, la Chine, dont le ralentissement de la croissance économique inquiète un peu plus chaque jour, est un grand consommateur de produits agroalimentaires brésiliens.

Arcis - Une campagne betteravière avec des rendements moins élevés

(Vidéo diffusée le 10.10.2015 – www.france3-regions.francetvinfo.fr)

La campagne betteravière a débuté depuis 10 jours en Champagne-Ardenne. La région assure 23% de la production nationale de betteraves. Les rendements s'annoncent cependant moins élevés cette année.



© Olivier Mayer /France 3 Champagne-Ardenne

Après une année record en 2014, les rendements sont moins élevés de 20 % cette année (la campagne 2015 est ramenée à 90 jours contre 113 l'an dernier). Rien de catastrophique cependant pour la direction du site de la sucrerie distillerie Cristal-Union d'Arcis-sur-Aube. (Il y a trois sucreries en Champagne, les deux autres sont situées à Bazancourt et Sillery, elles ont également subi la sécheresse cette année. Elles appartiennent toutes au groupe Cristal-Union, deuxième producteur français de sucre de betterave).

Ce qui frappe d'abord à la sucrerie d'Arcis-sur-Aube, en pleine campagne, c'est la fréquence des rotations de camions. Un poids lourds chargé de betteraves arrive ici toutes les minutes et demie, mais si l'intensité des opérations est la même que chaque année, la saison sera plus courte d'une vingtaine de jours car il y a moins de betteraves et elles sont en moyenne plus petites.

Après avoir été lavées et râpées, les betteraves sont charriées vers d'énormes diffuseurs. La pulpe y est désolidarisée d'un jus sucré qui deviendra du sucre. Très automatisée, la sucrerie d'Arcis-sur-Aube emploie cependant 170 permanents et 100 personnes supplémentaires pendant la saison, la durée d'activité a donc forcément des conséquences.

Les perspectives de développement sont importantes pour la production d'alcool à destination des parfums comme du carburant. De quoi garder le moral quand la campagne s'achèvera aux alentours de Noël.

Reportage de Tiphaine LE ROUX et Olivier MAYER.

[REGARDER LE REPORTAGE DE France 3 sur www.sada.co \(10.10.2015\)](http://www.sada.co)

Origny-Sainte-Benoîte : le grand rush de la betterave

(Publié le 05.10.2015 – www.aisnenouvelle.fr)

La campagne betteravière a débuté depuis quelques jours pour la sucrerie d'Origny-Sainte-Benoîte, sur fond de crise de surproduction.



Elle ne durera cette année qu'une centaine de jours. Au lieu de 112 l'hiver dernier. La campagne de ramassage des betteraves a débuté à Origny-Sainte-Benoîte et Bucy-le-Long, les deux usines axonaises, avec une quinzaine de jours de retard.

La faute à une météorologie capricieuse, responsable d'une production à fortes disparités régionales. Si l'ensemble de la production axonaise se situe globalement dans la moyenne des cinq dernières années, c'est grâce aux fortes pluviométries qui ont dopé au final les semences du nord, tandis que le sud est resté figé dans une sécheresse tenace. Et donc des rendements très faibles.

C'est en quelque sorte la double peine pour les planteurs et industriels de l'Aisne, lesquels avaient dû se résoudre à diminuer cette année les surfaces de 7 %. En cause, un cours du sucre particulièrement bas. « Il risque de ne pas couvrir le coût de production, alerte Guillaume Gandon, le président du syndicat des betteraviers de l'Aisne. On est autour de 23,50 euros la tonne de betteraves en ce moment alors que le coût de production est à 25 euros. Cette année, la betterave n'est pas mieux lotie que le blé ou la viande. »

Si les industriels comme Tereos avaient prévu de pousser la production en prévision de la libéralisation du marché mondial, programmé en 2017, ils ont dû canaliser l'énergie de leurs cultivateurs.

La campagne betteravière bat tout de même son plein. Jusqu'à début janvier, le balai des camions rend les routes du département potentiellement dangereuses, autour d'Origny-Sainte-Benoîte, Bucy-le-Long mais aussi Eppeville, dont 65 % des planteurs sont Axonais. La vigilance est donc de rigueur.

Escaudœuvres: des milliers de km économisés grâce à une nouvelle porte de camions

(Publié le 10.10.2015 – www.lavoixdunord.fr)

Escaudœuvres - C'est l'équivalent d'un tour de la Terre qui ne sera pas parcouru au cours de la campagne 2015 par les camions qui desservent la sucrerie Tereos. Ceci grâce à une nouvelle porte bénéfique aux transporteurs, à l'industriel et aux riverains.



Clément Delaye et le directeur du site Nicolas Lemaire, au côté de deux camions, dont un équipé de la nouvelle porte grillagée.

Le changement n'a échappé à aucun automobiliste : de nombreuses bennes des camions desservant la sucrerie d'Escaudœuvres sont désormais dotées d'une porte grillagée. Donner à voir la cargaison de betteraves n'est évidemment pas le seul avantage : l'intérêt de ce nouvel équipement est quadruple.

1. DES CENTAINES DE TRAJETS EN MOINS

Une porte arrière ainsi grillagée est de 150 à 300 kg (selon qu'elle est en alu ou en acier) plus légère qu'une porte pleine. Ce poids économisé peut donc être remplacé par des betteraves... « On estime que cela permet d'économiser 700 voyages », a calculé Clément Delaye, le nouveau responsable du service betteravier. Quand on sait que le trajet moyen d'un camion est de 31 km, soit 62 km l'aller-retour, on voit que ce sont plus de 42 000 km qui sont ainsi épargnés : plus que le tour de la Terre !

2. MOINS DE POLLUTION

Ces dizaines de milliers de kilomètres non parcourus, c'est, logiquement, des économies pour le transporteur, liées à la moindre consommation, mais aussi moins de pollution (gaz d'échappement, etc.). Par ailleurs, ces portes grillagées offrent aussi moins de résistance au vent quand le camion roule à vide. Et ça, ça a aussi un impact : « Une baisse de la consommation de 5,5 %, soit 2 à 3 l de gasoil de moins aux 100 km ! » Et encore autant de pollution en moins !

3. MOINS DE BRUITS

Les portes grillagées créent également « moins de turbulences », au niveau des bennes, ce qui limite le bruit. Plus légères, elles claquent aussi moins que les portes pleines lors du vidage. Et elles sont également plus silencieuses que les portes arrière à deux volets qui, il faut bien le reconnaître, couinent énormément. Un sacré avantage pour les riverains !

4. MOINS DE GACHIS

Ce bénéfice au niveau du poids sert aussi l'industriel. De fait, quand les transporteurs déchargent leurs cargaisons, les lourdes portes éclataient nombre de betteraves. « On perdait ainsi du sucre lors du lavage », explique le directeur, Nicolas Lemaire. Pire : cette perte partie dans l'eau filait dans les bassins « et provoquait des odeurs ». Ces portes grillagées limitent donc les nuisances tout en permettant un gain de productivité...

PRÉCURSEURS...

En finançant ce nouvel équipement sur deux camions il y a trois ans, Tereos Escaudœuvres a été pionnière en France (NDLR : cette porte grillagée existait déjà notamment aux Pays-Bas). « Aujourd'hui, toute l'activité sucrière, pas uniquement Téréos, a suivi cette initiative », révèle le directeur.

À ce jour, plus des deux tiers des 56 camions intervenant à Escaudœuvres sont équipés de ces portes grillagées, dont l'investissement est entièrement amorti en moins de deux campagnes. « C'est vraiment une démarche gagnant-gagnant pour les transporteurs, les riverains et la sucrerie. »

Nangis et Souppes : la récolte de milliers de tonnes de betteraves a débuté

(Publié le 04.10.2015 – www.leparisien.fr)



Champeaux, ce mardi. Comme chaque année, la campagne betteravière durera jusqu'à la fin de l'année dans le département. (LP/Sébastien Blondé.)

Vous l'avez peut-être vu si vous êtes récemment passé près d'un champ : la récolte des betteraves vient de débuter. Chaque jour, les agriculteurs du département en feront acheminer des dizaines de semi-remorques jusqu'aux sucreries de Nangis et Souppes-sur-Loing. À la sucrerie Lesaffre de Nangis, près de 700 000 t vont ainsi être ramassées sur 8 000 ha, dans un rayon de 20 km.

Ce ballet des camions sur nos routes n'a pas encore de conséquences pour les automobilistes, mais attention, dès les premières pluies, la chaussée sera rendue glissante par la boue. La campagne betteravière durera jusqu'à la fin de l'année. Compte tenu de la sécheresse estivale, les betteraves devaient être plus petites que les années précédentes. Le maïs aussi a beaucoup souffert de cette absence d'eau.

À Lillebonne, l'écologie industrielle est en marche

(Publié le 02.10.2015 – www.paris-normandie.fr)

Économie. Le réseau de vapeur reliant les usines Ecostu'air et Tereos a été inauguré hier à Lillebonne. Issue du traitement des déchets, la vapeur fournit de l'énergie à l'industrie.



L'usine Tereos et son échangeur, une tour où arrive dans un tube la vapeur issue de l'usine de traitement de déchets voisine, avant sa transformation.

La flamboyante tuyauterie de 35 cm de diamètre, longe, dans le ciel et sous terre, une route en travaux. La vapeur produite à Saint-Jean-de-Folleville par l'usine de traitement Ecostu'air, qui transforme les déchets de près de 400 000 Normands, file silencieusement dans ce pipeline. Pour rejoindre, à trois kilomètres de là, à Lillebonne, le site de l'entreprise sucrière Tereos, à laquelle cette eau à l'état gazeux fournit presque les deux tiers de l'énergie nécessaire à la production d'éthanol et d'amidon. Voilà un partenariat, une innovation unique dans la région selon ses acteurs. Annoncé dans nos colonnes à plusieurs reprises, le réseau de vapeur reliant les deux usines, sur la zone de Port-Jérôme II, d'un coût de 18 millions d'euros, a été inauguré hier midi.

« GAGNANT-GAGNANT » ENTRE LE PUBLIC ET LE PRIVÉ

Il fonctionne toutefois déjà, après des mois de chantiers, et ce depuis le début du mois de juillet. « Tout se passe comme prévu », se réjouit l'un des représentants de Suez, qui exploite l'unité de valorisation d'Ecostu'air et est à l'origine du process. « Nous sommes dans un jeu gagnant-gagnant entre collectivités publiques et secteur privé », indique Florent Saint-Martin, vice-président de la Communauté de l'agglomération havraise (Codah) et président

du Syndicat d'élimination et de valorisation énergétique des déchets de l'estuaire (Sevede). Propriétaire du site d'Ecostu'air et bénéficiaire des produits de la vente de vapeur à Tereos, le Sevede continue de produire de l'électricité en cogénération grâce à la turbine de sa nouvelle unité (27 000 mégawatts/heure par an) et à en vendre une partie. Mais avec Suez, il souhaitait améliorer ce rendement. Il peut désormais distribuer 300 000 MWh de vapeur chaque année.

RÉDUIRE LES ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE

« La valorisation énergétique (auparavant à 100 % électrique avec 100 000 MWh/an), est passée de 30 à 80 % sur l'installation », assure Philippe Maillard, directeur général adjoint des activités recyclage et valorisation de Suez Europe. « Ce projet est bénéfique en termes de dépenses publiques, mais aussi dans son impact écologique. Et économiquement, c'est une très belle offre », souligne encore Florent Saint-Martin, glissant toutefois que Suez avait assumé là « une vraie prise de risque » industrielle. Produite à une pression de 40 bars, détendue à 20 bars, la vapeur devient une eau à l'état gazeux à 280°C, avant d'être transportée à Lillebonne.

Aussi, à Tereos, elle est utilisée à 12,5 bars pour chauffer les équipements, réchauffer les fluides. La part exclusive du gaz comme énergie y a chuté pour atteindre environ 40 %. « Ce projet de valorisation entre pleinement dans le cadre de la politique environnementale de notre groupe, qui vise à réduire nos émissions de gaz à effet de serre et à accroître l'utilisation d'énergies renouvelables », insiste Yves Belegaud, directeur Europe de Tereos. Le réseau valorise d'autant plus cette énergie qu'il est « un circuit fermé », souligne l'un des responsables de l'entreprise. Car de l'eau est aussi dirigée, depuis le site sucrier, par un autre tube, en direction d'Ecostu'air. « Elle sert à créer de la vapeur », ajoute le dirigeant. « C'est un exemple concret d'économie circulaire à l'échelle d'un territoire », résume Yves Belegaud.

D'AUTRES PROJETS DANS LA RÉGION

Avec 25 hectares de terrain à Lillebonne, dont une bonne partie inoccupée, Tereos peut encore accueillir des unités industrielles.

Évoqué en juin dernier, un projet de fabrication de bioplastique, aux côtés d'un partenaire néerlandais, reste à l'état de réflexion, selon Yves Belegaud. Si Tereos avait il y a quatre mois confirmé les premières informations de la presse économique, le directeur Europe du groupe sucrier confirmait ce vendredi qu'il s'intéresse de près au bioplastique, mais parmi d'autres projets. En faisant remarquer que la rentabilité économique de cette branche était fortement liée au prix du pétrole. Le projet révélé en juin visait semble-t-il à fournir de la matière première [ndlr : Tereos transforme d'énormes quantités de produits agricoles], pour contribuer au remplacement d'emballages alimentaires tirés des dérivés du pétrole par un produit issu à 100 % de matières d'origine végétale.

Du côté de Suez, « tout ce qui tourne autour de l'économie circulaire nous va bien. Nous n'en sommes pas à notre première expérience », clame Philippe Maillard. Celle commencée
Revue de presse S41 : www.sada.co

en Caux vallée de Seine ne sera pas la dernière. Un projet à intérêt environnemental pourrait naître, à Rogerville, sur la zone industrielle du Havre. Précisément sur l'ancien site de l'usine Citron (Centre international de traitement et de recyclage des ordures nocives), dont l'activité s'était brusquement arrêtée en 2010, après un incendie ravageur. Un feu qui a débouché sur une instruction judiciaire et la poursuite de plusieurs dirigeants pour des infractions principalement liées à l'environnement. Suez participe avec le port du Havre à la dépollution des bâtiments, en évacuant les déchets présents. Ce nettoyage devrait être achevé à la fin de l'année. Suez compte pouvoir ensuite exploiter cet espace, dont il deviendra de fait propriétaire. La valorisation de bois est une option.

Écrit par Arnaud ROUXEL.

Eppeville : Gravement brûlé aux mains et au torse à la sucrerie

(Publié le 06.10.2015 – www.courrier-picard.fr)

D'importants moyens de secours ont été déclenchés mardi 6 octobre, peu après 13 h 30, à la suite d'un accident du travail qui est survenu dans la sucrerie Saint-Louis.



L'hélicoptère s'est posé au stade de Ham.

Un homme de 45 ans a été brûlé par de l'eau bouillante aux mains, aux avant-bras et au torse. Il a été rapidement pris en charge par les secouristes de l'usine, puis par les pompiers de Ham, bientôt rejoints par une équipe du SMUR de Saint-Quentin qui a fait appel à l'hélicoptère du CHU d'Amiens.

L'appareil s'est posé au stade Gaston-Lejeune de Ham, à environ un kilomètre de l'usine, afin d'évacuer le malheureux, ses blessures seraient des brûlures au premier et au deuxième degrés. Un transport vers le service des grands brûlés de l'hôpital de Lille a même été évoqué mais c'est bien vers Amiens qu'il a été transporté, ses blessures n'étant pas extrêmement graves et les jours de l'homme ne sont pas en danger.

Plusieurs curieux sont venus au stade assister au décollage de l'appareil, ignorant ce qui se passait. Il a décollé pour Amiens vers 14 h 40.

Écrit par Vincent FOUQUET.

Ancienne sucrerie d'Abbeville - Des villes au régime sans sucre

(Publié le 07.10.2015 – www.courrier-picard.fr)

Première région sucrière d'Europe, la Picardie ne compte plus que six sucreries sur son territoire. Mis à part Abbeville, les projets de requalification de ces sites sont rares.



Le projet de requalification de la sucrerie d'Abbeville va donner naissance à un nouveau quartier. (Photo : Outsign Architecture)

Des logements, un hypermarché, un pôle médical, un cinéma, un hôtel et des restaurants. D'ici quelques mois, au cœur d'Abbeville, un nouveau quartier sortira de terre sur le site de l'ancienne sucrerie. Près de huit ans après sa fermeture et son démantèlement, cet outil industriel qui fit longtemps la fierté de la deuxième ville de la Somme, et dont la seule trace encore visible est la grande cheminée de briques, s'apprête donc à vivre une nouvelle vie.

Les premiers coups de pioche seront donnés d'ici à la fin de l'année, pour une ouverture espérée de la partie commerciale au second semestre 2016, soit quasiment dix ans après la dernière campagne sucrière. « Ce qui est relativement court dans ce type de dossiers, où il faut prendre en compte les problématiques de dépollution et les délais administratifs », s'honore le maire PS Nicolas Dumont.

En la matière, Abbeville reste néanmoins un cas à part. Car si la Picardie demeure la première région de France en termes de production de betteraves, ses sucreries ont peu à peu disparu au fil des logiques de concentration industrielle et de réformes successives, laissant derrière elles des friches vouées à l'abandon.

La baisse des quotas de production, en 2005, a ainsi conduit à la fermeture de 79 usines en Europe, dont 5 en France, et 3 en Picardie : Abbeville, dans la Somme, Vic-sur-Aisne et Guignicourt dans l'Aisne. Comme pour toute industrie lourde en général, les requalifications de ces unités aux immenses proportions sont des dossiers complexes.

Mais alors que l'industrie du jute et son empire Saint-Frères s'effacent peu à peu de la mémoire collective, l'identité sucrière de la Picardie est encore bien visible dans le paysage. C'est vrai notamment à Francières, dans l'Oise, où la sucrerie fondée en 1829 et désaffectée en 1969 a été sauvée de la destruction sous l'impulsion d'une association de sauvegarde. Le site, entièrement rénové, est devenu une sorte de musée du sucre, mais aussi une vitrine de l'activité betteravière picarde dont les perspectives liées aux agrocarburants restent prometteuses.

En effet, alors qu'il ne reste que six sucreries en Picardie, la production de betteraves, grâce aux progrès des rendements, continue de croître. Et ce mouvement devrait s'accroître en 2017, date à laquelle la profession s'apprête à vivre une véritable révolution. Après 50 ans d'application, ce sera en effet la fin des quotas de production de sucre au sein de l'Union européenne. « Cette décision va bouleverser les règles du jeu, en rendant le marché plus ouvert et plus volatil », prévient Alexis Duval, président du directoire de Tereos, qui compte deux sucreries en Picardie, à Origny-Sainte-Benoîte et Bucy, dans l'Aisne. Avec la fin des quotas, la coopérative va pouvoir augmenter ses volumes de production de sucre de betterave. Elle s'est fixée un objectif de croissance de 20 % en France afin de saturer son outil industriel.

À Abbeville, comme dans bien d'autres villes picardes, l'outil industriel n'est qu'un lointain souvenir.

TROIS GROUPES POUR SIX SUCRERIES PICARDES

La Picardie compte six sucreries sur les 25 réparties dans le nord de la France. Trois dans la Somme, à Eppeville et Roye (groupe Saint Louis Sucre), à Sainte-Émilie (Cristal union) ; deux dans l'Aisne (à Origny-Sainte-Benoîte et Bucy) et une dans l'Oise à Chevrières, trois usines de Tereos.

Écrit par Fabrice JULIEN et Nicolas TOTET.

Revue de presse S41 : www.sada.co

Algérie – Plusieurs projets annoncés dans l'agro-industrie avec la fin des dangereux monopoles

(Publié le 11.10.2015 – www.lexpressiondz.com)

Il faut dire qu'avec autant d'usines, la masse critique pour rendre viable des projets de sous-traitance sera atteinte.



L'industrie du sucre semble avoir un avenir plus que prometteur en Algérie.

Les nouvelles perspectives que se donne l'économie nationale, en raison des défis de diversification qui s'imposent à l'ensemble des acteurs économiques du pays, semblent s'afficher au grand jour. Et pour cause, de nombreux opérateurs se donnent les moyens d'investir des secteurs, jadis quelque peu difficiles d'accès pour leur «complexité», mais également en raison de l'importance des investissements les concernant. Celui du sucre qui a vu, ces derniers mois, plusieurs initiatives fleurir est un exemple parlant. Le groupe Mazouz, a ainsi investi près de 14 milliards de dinars pour une usine de raffinerie de sucre. Une entrée dans le cercle assez restreint des transformateurs de sucre sera certainement très remarquée au vu des ambitions du groupe qui ne veut pas se contenter du statut de simple transformateur. Le groupe privé va plus loin, puisque son entrée dans le monde de l'agro-industrie apportera une très importante plus-value à la filière. Et pour cause, une unité de trituration de betterave destinée à la production du sucre qui coûtera près de 28 milliards de dinars fait partie du plan d'investissement.

Cette belle aventure qui promet un saut qualitatif appréciable de l'agro-industrie nationale n'est pas la seule initiative à l'actif d'opérateurs nationaux. Il y a également l'investissement mixte algéro-français représenté par La Belle, côté algérien et Cristal Union pour la partie française.

Avec une association 70/30%, les deux groupes envisagent de lancer une unité de production de l'ordre de 350.000 tonnes de sucre brut. La valeur ajoutée de cet investissement tient dans l'ambition d'exporter une bonne partie de la production vers des pays déjà ciblés. En effet, la connaissance du marché à l'international de la part de Cristal Union permettra au sucre algérien de pénétrer les marchés espagnols, italiens et subsaharien.

En somme, l'industrie du sucre semble avoir un avenir plus que prometteur en Algérie. On est certes loin de constituer une plaque tournante de la filière, mais il est clair qu'une dynamique sans précédent s'installe dans ce créneau de l'industrie, notamment avec l'entrée en lice des groupes Beldjilali Benahmed et Koucg, autorisés eux aussi par le Conseil national d'investissement de lancer des usines de transformation de sucre.

La grande diversité des intervenants et l'objectif clairement affiché d'aller vers l'exportation sont de nature à «réveiller» l'industrie du sucre en Algérie et à terme développer un tissu de PME sous-traitantes.

Il faut dire qu'avec autant d'usines, la masse critique pour rendre viable des projets de sous-traitance sera atteinte, ce qui donnera toute sa pertinence à la fin du monopole de fait sur un produit à haute valeur ajoutée. La multiplication d'entreprises dans le domaine renforcera la position de l'Algérie et amènera à terme à dégager une plus-value à l'export supérieure à l'import en valeur. Ce qui revient à dire que l'Algérie aura inversé le processus actuel qui fait que les importations de matières premières reviennent dix fois plus cher, voire plus que les exportations du produit fini.

La lutte contre le monopole qui, rappelons-le, a été codifiée par toute une loi en Algérie, est une option stratégique de la démarche économique nationale. Il ne s'agit pas de sortir d'un monopole public pour tomber dans un autre plus dangereux, puisque tenu par un privé. Ladite démarche est on ne peut plus visible dans de nombreux secteurs, à l'image de l'électronique, l'électroménager, la mécanique, le médicament où l'investissement privé est ouvert et ne souffre d'aucun monopole. Le risque qu'a fait peser un opérateur dans l'industrie du sucre est donc écarté, avec la perspective positive de voir un foisonnement d'opérateurs agir dans la filière avec un dynamisme qui ne laisse pas place aux produits étrangers. Cette réalité est vécue dans la filière boissons et jus, de même que dans les pâtes où de plus en plus d'opérateurs commencent à songer sérieusement à l'exportation.

Écrit par Saïd BOUCETTA.

Maroc – Betteraves à sucre : Des performances favorables à Béni Mellal-Khénifra

(Publié le 10.10.2015 – www.lematin.ma)

La superficie emblavée au titre de la campagne 2014-2015 a atteint 14.750 ha, favorisant ainsi un rendement de 68,50 tonnes par hectare.



L'accompagnement des betteraviers tout au long du cycle de la culture par la mise en œuvre des mesures prises en concertation, le rendement dans la région Béni-Mellal - Khenifra soit 68,5 tonnes à l'hectare. Ph : leseco.ma

La production betteravière au niveau de la région Béni-Mellal Khenifra a atteint, au titre de la saison agricole 2014-2015, près d'un million de tonnes, soit 68,5 tonnes par hectare pour la betterave à sucre et 11,5 tonnes par hectares pour le sucre.

«La filière betterave à sucre a réalisé des performances favorables durant la saison agricole 2014-2015, en dépit des conditions climatiques qu'a connues la région, en ligne avec les objectifs du plan agricole régional et le contrat-programme signé entre la Fédération interprofessionnelle marocaine du sucre et les ministères de l'Agriculture et de l'Intérieur», selon des données présentées lors d'une rencontre organisée par le Comité technique régional du sucre du Tadla (CTRST).

La superficie emblavée au titre de la campagne 2014-2015 a atteint 14.750 ha, favorisant ainsi un rendement de 68,50 tonnes par hectare.

Ces performances sont le résultat des efforts déployés par le comité technique et de tous les intervenants du secteur, à travers la généralisation de variétés de semences performantes et tolérantes à la rhizomanie et à la pourriture, la mécanisation intégrale progressive du train technique de la culture et le renforcement de l'encadrement des agriculteurs dans le cadre d'une approche systémique réservée à l'exploitation et la mise en place de mesures d'incitation par le CTRST.